

Évolutions de la politique américaine en Afrique : comment s'adapter à un paysage diplomatique, économique et militaire en mutation

Eric Hovey | 14 janvier 2026 | ARTICLES | 



Le début de la deuxième administration Trump a entraîné un nombre significatif de changements dans tous les départements du gouvernement américain. Parmi ces changements figuraient [le démantèlement de l'Agence américaine pour le développement international \(USAID\)](#), [la suppression de certains postes de direction militaire de haut rang](#) et une évolution vers une politique étrangère plus explicitement centrée sur les États-Unis. De plus, tandis que [la stratégie de sécurité nationale de la première administration Trump](#) mettait l'accent sur la « rivalité entre grandes puissances » avec la Russie et la Chine, [la nouvelle stratégie de sécurité nationale de l'administration actuelle](#) est davantage axée sur les questions intérieures, notamment la lutte contre l'immigration clandestine et la préservation de la souveraineté nationale. Bien que des coupes permanentes dans le nombre d'officiers généraux américains ne soient pas encore certaines, les signes de changement sont déjà visibles : remplacement de plusieurs hauts dirigeants militaires, dont [le président des chefs d'état-major interarmées et le chef des opérations navales](#), ainsi que l'adoption du décret exécutif « [Iron Dome for America](#) » (désormais [Golden Dome](#)), un programme de plusieurs milliards de dollars qui érige la défense antimissile du territoire américain au rang de priorité nationale essentielle.

L'administration qualifie cette approche de politique étrangère de « [leadership par la paix grâce à la force](#) », dans la continuité des objectifs historiques de l'« Amérique d'abord » (*America First*) défendus durant le premier mandat du président Trump. Cependant, il est clair que cette politique, qu'il serait plus juste de qualifier d'unilatérale – bien que souvent décrite comme isolationniste –, n'exclut pas le recours à la force, comme en témoignent [les interventions en Iran en 2025 en soutien à Israël](#) et, plus récemment, [l'attaque éclair au Venezuela et l'enlèvement de son président](#). Au niveau national, l'évolution de la politique

tarifaire de l'administration Trump et l'accent mis sur le projet de la « [grande et belle loi](#) » ont eu tendance à dominer la couverture médiatique, ponctuée de mises à jour sur les crises militaires majeures du moment, notamment [des frappes cinétiques controversées contre des « narcoterroristes »](#) dans le Pacifique est et [le blocus contre le Venezuela](#) précédant son agression. En conséquence, les impacts disproportionnés de ces changements de politique étrangère sur les plus petites économies du « Sud global », en particulier en Afrique, ont fait l'objet de moins d'attention.

Malgré l'importance de ce sujet, l'indifférence quant à l'impact des changements de politique étrangère concernant les États africains n'est pas un phénomène nouveau, car la relation historique entre les États-Unis et l'Afrique a été décrite, à juste titre, comme « [caractérisée principalement par l'indifférence et la négligence, ponctuées par des périodes d'intérêt et d'action intenses](#) ». Autrement dit, l'Afrique ne figure généralement pas en tête des priorités des décideurs politiques américains, à l'exception d'interventions ponctuelles et intenses, comme [l'intervention militaire menée par les États-Unis en Somalie au début des années 1990](#) ou [la réponse à la pandémie d'Ebola en 2014](#) ; ou encore plus récemment, [les frappes de missiles menées le 25 décembre contre des camps d'entraînement présumés de l'EI au Nigeria](#). Pour mieux apprécier ces conséquences, cet article examine la politique étrangère actuelle de l'administration étatsunienne à l'égard du continent africain, en analysant les changements et les continuités entre les deux mandats de Donald Trump à travers trois dimensions fondamentales : la diplomatie, l'investissement économique et l'engagement militaire. L'utilisation de la première administration Trump comme point de comparaison permet une compréhension plus approfondie de ce qui a réellement changé dans ces domaines. Le sujet est d'autant plus important que, indépendamment de l'accent mis par le gouvernement étatsunien sur les enjeux nationaux, l'influence mondiale significative des États-Unis continue d'avoir des répercussions majeures sur les relations américano-africaines. Une différence notable entre la première administration et la période que nous vivons actuellement provient du fait que l'entourage de Donald Trump en charge de la politique étrangère du pays a changé : entre 2017 et 2021, cette dernière était façonnée par des experts plus traditionnels, bien que conservateurs, tels que John Bolton et Jim Mattis. En revanche, la seconde administration Trump compte davantage de décideurs fidèles au président et issus de milieux non traditionnels, comme Peter Hegseth et Massad Boulos, ce qui peut en partie expliquer la tendance à des changements plus radicaux, tels que le démantèlement de l'USAID.

La diplomatie étatsunienne en Afrique : une priorité encore secondaire

Les tendances diplomatiques de l'engagement de la deuxième administration Trump en Afrique semblent largement cohérentes avec celles du premier mandat. L'Afrique demeure une priorité relativement faible par rapport à d'autres régions du monde étant donné que l'attention principale des hauts dirigeants américains, y compris celle du président, est centrée sur des objectifs qui sont moins importants pour les dirigeants africains, tels que la [résolution de la guerre de la Russie contre l'Ukraine](#). De plus, les organisations régionales africaines étant souvent limitées dans leur capacité à négocier au nom de leurs membres, [le gouvernement américain privilégie généralement un engagement bilatéral à un engagement avec des organisations régionales africaines](#), telles que l'Union africaine (UA) ou la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cette [approche contraste avec celle de la République populaire de Chine \(RPC\)](#), qui cherche activement à coopérer avec l'UA et les organisations sous-régionales africaines. Cela n'exclut pas un engagement bilatéral chinois avec des États africains, mais souligne plutôt que [la RPC est plus disposée à promouvoir ses intérêts par le biais d'un engagement auprès d'organisations régionales africaines](#) que [le gouvernement américain](#).

Un exemple révélateur de l'importance relative de l'Afrique sous la première administration Trump s'est produit [lorsque l'ancien secrétaire d'État Rex Tillerson a été renvoyé via Twitter](#), peu après son retour d'un long déplacement sur le continent, le 13 mars 2020. Ce renvoi soudain a immédiatement remis en question les assurances qu'il avait données aux dirigeants africains. Contrairement à ses prédécesseurs Joe Biden et Barack Obama, le président Trump n'a organisé aucun sommet États-Unis-Afrique durant son premier mandat. S'il a bien organisé un « [déjeuner de travail](#) » en marge de la réunion de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) en 2017, aucun accord substantiel ni politique structurante n'a suivi. Une exception notable a été le recours à des conseillers personnels clés pour négocier des accords de paix, notamment [l'engagement de Jared Kushner auprès du gouvernement marocain pour participer aux accords d'Abraham](#). En décembre 2020, le Maroc a normalisé ses relations avec Israël et instauré des liaisons aériennes directes entre les deux pays ; en contrepartie, les États-Unis ont officiellement reconnu la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, un objectif diplomatique majeur de Rabat.

La réduction de l'empreinte du département d'État au profit d'un engagement bilatéral organisé depuis la Maison-Blanche

Les efforts diplomatiques de la deuxième administration Trump en Afrique ont été largement orientés vers la réduction de l'empreinte du département d'État, tout en maintenant un engagement ciblé par l'intermédiaire de conseillers de haut niveau. Si les propositions les plus radicales, telles qu'une [réorganisation structurelle du département d'État ou la suppression du](#)

[bureau des Affaires africaines](#) ne se sont pas encore matérialisées, [le département d'État a néanmoins supprimé des postes et intégré certaines fonctions d'aide d'urgence](#) qui relevaient auparavant de l'USAID. Le bureau des Affaires africaines reste opérationnel et actif. Il est dirigé par Jonathan Pratt, un diplomate expérimenté ayant servi comme ambassadeur à Djibouti et qui a également occupé des fonctions au Soudan, en Angola et en République du Congo. [Les priorités du bureau](#) comprennent la promotion des échanges commerciaux avec les États africains qui revêtent une importance particulière pour la politique étrangère des États-Unis, la protection de Washington contre les menaces transfrontalières, ainsi que le soutien aux progrès de ces partenaires africains vers davantage de stabilité et d'autonomie. Comme la plupart des présidents américains, [dont seulement neuf se sont rendus sur le continent](#), le président [Trump ne s'est pas rendu en Afrique](#) et n'a fait aucune déclaration publique à ce sujet. L'une des premières victoires diplomatiques marquantes, bien qu'en l'occurrence [courte](#), de la nouvelle administration, l'« [accord de Washington](#) » visant à faciliter la paix entre le Rwanda et la République démocratique du Congo (RDC), est le résultat direct de la médiation du conseiller principal pour l'Afrique, Massad Boulos. Ce dernier est le père de Michael Boulos, qui est marié à la fille du président Trump, Tiffany. Le président Trump a personnellement supervisé la signature de cet accord entre les ministres des Affaires étrangères des deux États, cherchant ainsi à renforcer son image de « [président de la paix](#) ».

En revanche, l'administration est restée silencieuse concernant [le Partenariat pour la coopération atlantique](#) naissant, une initiative lancée par les États-Unis en 2023, dont près de la moitié des 32 membres fondateurs étaient des États africains. [Cette initiative](#) avait trois objectifs : 1° promouvoir une économie bleue durable, c'est-à-dire l'exploitation responsable et durable des ressources océaniques ; 2° renforcer les capacités et les échanges scientifiques ; et 3° améliorer la sécurité alimentaire fondée sur les ressources marines. Depuis le départ [à la retraite du coordinateur principal](#) en octobre 2024, l'administration Trump n'a pas désigné de successeur, ce qui indique qu'il ne s'agit pas d'une priorité.

Ainsi, l'engagement diplomatique multilatéral des États-Unis en Afrique devrait demeurer limité à court terme et, si des avancées bilatérales restent possibles, l'administration ne met désormais plus l'accent sur la promotion de valeurs dites démocratiques et des droits humains, mais plutôt sur des échanges économiques et commerciaux transactionnels. Il s'agit là d'un changement notable par rapport [à l'engagement antérieur des États-Unis auprès des gouvernements africains](#).

La réduction de l'aide étatsunienne et les incertitudes des échanges commerciaux avec l'Afrique

Le domaine dans lequel les priorités de la politique étrangère américaine ont le plus évolué est l'économie. L'initiative [Prosper Africa](#), initiée fin 2018 et projet phare de la première administration Trump, en est l'exemple le plus probant. L'initiative, conçue pour inciter les dirigeants africains à développer des projets d'investissement d'origine américaine qui soient transparents, durables et intracontinentaux, a été présentée comme une alternative aux efforts financiers et politiques [prédateurs](#) de la Russie et de la RPC. La nécessité d'accroître l'engagement économique était manifeste, car le volume [des échanges bilatéraux entre les États-Unis et l'Afrique était en baisse](#), contrairement à celui observé dans d'autres régions du monde, comme [l'Amérique latine](#). Lors de l'annonce, le conseiller à [la sécurité nationale de l'époque, John Bolton](#), avait alterné entre deux tropes communs aux discussions récentes sur l'engagement économique avec l'Afrique : premièrement, la politique américaine devait mettre l'accent sur « le commerce et non l'aide » pour le bénéfice mutuel des États-Unis et de l'Afrique, et deuxièmement, contrairement à la RPC, l'aide américaine n'était pas fondée sur des pratiques prédatrices de piège de la dette. Malgré [les défis](#) (l'initiative ne disposait pas de coordinateur et dépendait financièrement de bureau Afrique de l'USAID), Prosper Africa a obtenu un certain succès en renforçant les partenariats économiques entre les États-Unis et certains États africains et a été [poursuivie sous l'administration Biden](#).

Cependant, les perspectives à long terme de l'engagement économique entre les États-Unis et l'Afrique restent incertaines. [L'USAID a officiellement fermé ses portes en juillet 2025](#) et, bien qu'il soit possible que certains projets centrés sur l'Afrique puissent reprendre sous l'égide du département d'État, ils devront s'inscrire dans l'approche de l'« Amérique d'abord » prônée par la nouvelle administration. Étant donné le faible volume des échanges commerciaux entre les États-Unis et la plupart des pays africains et la réduction générale des programmes d'aide extérieure, il est probable que la majeure partie de l'aide américaine accordée par le biais de programmes, comme [le Plan d'urgence du président américain pour la lutte contre le sida \(PEPFAR\)](#), [la Fondation américaine pour le développement de l'Afrique \(USADEF\)](#) et de nombreuses autres initiatives de moindre envergure demeure suspendue ou considérablement réduite à l'avenir. L'approche du gouvernement américain mettra à nouveau l'accent sur le « [trade, not aid](#) » (le commerce, pas l'aide). De plus, [les politiques volatiles de l'administration Trump en matière de tarifs douaniers](#) se sont avérées particulièrement perturbatrices pour les économies africaines, dont la plupart sont désavantagées face au bloc économique plus puissant des pays du G20 dans le cadre d'une guerre commerciale. Fin 2025, [au moins 25 des 54 pays africains](#) étaient soumis à des tarifs douaniers réciproques avec les États-Unis. Certains commentateurs ont fait valoir que [l'approche américaine en matière d'engagement économique est plus agressive et transactionnelle](#), en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir la technologie américaine dans des domaines clés, tels que l'Internet par satellite.

Dans l'ensemble, même si les États-Unis ont effectivement renoncé à fournir de l'aide, l'augmentation du commerce bilatéral entre les États-Unis et l'Afrique reste incertaine. [Certaines analyses](#) indiquent que la suppression de l'USAID pourrait faire basculer près de 5,7 millions d'Africains dans l'extrême pauvreté d'ici 2030 et paralyser les économies émergentes du continent. [D'autres chercheurs](#) soutiennent au contraire que l'aide étrangère occidentale a parfois eu un impact négatif sur la croissance économique des pays d'Afrique subsaharienne en favorisant la dépendance et en augmentant la corruption gouvernementale. Selon cette perspective, une réduction de l'aide étrangère obligerait les gouvernements africains à donner la priorité aux réformes de gouvernance et au développement des infrastructures essentielles, ce qui faciliterait alors un développement plus durable et permettrait d'accroître les échanges économiques avec les États-Unis et d'autres partenaires. Ces experts estiment que [les perturbations de l'aide pourraient déclencher des réformes positives dans les pays africains, notamment l'amélioration de la collecte des impôts, la réaffectation des ressources au développement durable et l'encouragement de la responsabilisation des élus](#). Pour le meilleur ou [pour le pire](#), les changements drastiques apportés à l'aide par la seconde administration Trump confirmeront les avantages ou les inconvénients de la réduction de l'aide.

Réduction de l'engagement militaire étatsunien en Afrique : le SPP, une exception à la règle

Du point de vue militaire, il existe un large degré de continuité entre le tournant amorcé en 2018, marquant l'abandon progressif de la guerre mondiale contre le terrorisme, et les orientations actuelles du département de la Défense (DOD). Le DOD se concentre principalement sur la concurrence stratégique avec la Russie et la RPC. Hier comme aujourd'hui, l'Afrique n'est pas un théâtre prioritaire pour les opérations militaires américaines. Lors de la publication de [la Stratégie de défense nationale \(NDS\) de 2018](#), la Chine y était citée à dix reprises, tandis que l'Afrique n'y était mentionnée que deux fois. L'objectif de cette stratégie marquante était de détourner le DOD de l'accent mis, après le 11 septembre 2001, sur les opérations de contre-terrorisme et de contre-insurrection en Irak et en Afghanistan, pour se tourner vers la guerre conventionnelle et la compétition entre grandes puissances. Bien que les États-Unis aient reconnu que les opérations de lutte contre le terrorisme en Afrique pouvaient (et allaient) se poursuivre, [l'objectif était de transférer autant que possible ces opérations à des acteurs locaux et régionaux, tels que la Force conjointe du G5 Sahel](#), tout en contrant les efforts russes et chinois visant à accroître leur influence en Afrique. Durant cette période, les États-Unis insistaient sur le fait que le DOD n'était qu'un élément [d'une approche gouvernementale plus vaste](#) (incluant d'importants financements de l'USAID), visant à maintenir les relations entre les États-Unis et les pays d'Afrique et à accroître la coopération en matière de défense.

Malheureusement pour de nombreuses armées africaines, la réduction de la présence militaire américaine engagée sous la première administration Trump n'a pas été compensée par une augmentation proportionnelle des capacités locales. En août 2024, [les États-Unis ont remis leur dernière base militaire au Niger aux autorités locales](#) et les derniers soldats américains [sont partis en septembre 2025](#). Bien que les responsables américains aient souligné leur volonté de maintenir les [relations entre les armées américaine et nigérienne](#), ce retrait résulte de l'ordre donné par la junte nigérienne au personnel militaire américain de partir, mettant fin à un partenariat sécuritaire d'une décennie. La Force conjointe du G5 Sahel, autrefois une lueur d'espoir pour la sécurité multilatérale dirigée par l'Afrique, [a effectivement pris fin en 2023](#), tandis que [le gouvernement militaire du Mali a ordonné la fin de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali \(MINUSMA\)](#), qui durait depuis 10 ans. On constate d'ailleurs que d'autres organisations multilatérales africaines dotées d'accords de sécurité, comme la CEDEAO, [sont perçues comme étant dépendantes d'un soutien extérieur et donc compromises](#). Alors que la situation sécuritaire en Afrique du Nord et au Sahel continue de se détériorer, les nouvelles organisations régionales comme [l'Alliance des États du Sahel, elle-même issue de trois anciens membres de la CEDEAO](#), se trouvent largement incapables d'endiguer la vague d'attaques de diverses insurrections terroristes.

Face à ces défis sécuritaires croissants, l'engagement du DOD en Afrique continue de diminuer, sans aucune alternative claire pour stabiliser la situation sécuritaire. Le Conseil de sécurité nationale de la [Maison-Blanche a fusionné ses bureaux pour l'Afrique et le Moyen-Orient](#) (c'est-à-dire AFRICOM et CENTCOM), dans le cadre d'une initiative plus large visant à réduire la taille de la bureaucratie gouvernementale et à mettre l'accent sur des approches régionales. [Les hauts dirigeants militaires américains](#) ont commencé à souligner l'importance des armées africaines pour soutenir le « partage du fardeau ». Les plans potentiels de reclassement du commandement africain sous le commandement européen témoignent également d'une présence militaire américaine réduite sur le continent.

Le programme de partenariat d'État (SPP), qui permet à différents pays de nouer des partenariats avec une garde nationale d'État américaine spécifique, représente toutefois une exception notable. Étendu à 19 pays africains en 2024, ce programme devrait [continuer à se développer](#). Toutefois, l'engagement du SPP reste davantage axé sur la formation et l'établissement de relations, et non pas nécessairement sur l'exécution d'opérations militaires que de nombreux pays africains attendent avec impatience, compte tenu des menaces croissantes pour la sécurité. Même dans un contexte d'instabilité croissante due aux attaques de groupes armés et de terroristes [d'Afrique de l'Ouest à travers le Sahel](#), le message militaire américain en Afrique est

clair : les alliés africains doivent être prêts à assurer leur propre sécurité. Par conséquent, malgré l'intensification des frappes aériennes antiterroristes en Somalie, l'empreinte militaire américaine en Afrique devrait continuer à se réduire à l'avenir.

Perspectives et opportunités pour les décideurs politiques

L'immigration illégale et la sécurité des frontières : des axes majeurs de l'engagement étatsunien

Sur le plan diplomatique, l'engagement américain en Afrique restera relativement limité, déjà émaillé de quelques controverses mineures ou par des erreurs perçues comme telles. Si l'administration Trump 1 a été caractérisée par une controverse autour de la description de certains pays africains dénigrés par l'administration, la période ouverte en 2025 incluent une réunion publique gênante avec le président de l'Afrique du Sud et des critiques pour avoir loué les compétences en anglais de certains chefs d'État anglophones.

Un domaine dans lequel même les plus petits États, comme l'Eswatini, peuvent gagner en influence et en accès auprès de l'administration américaine est le soutien aux politiques agressives du gouvernement américain visant à lutter contre l'immigration illégale. En vertu d'une décision de la Cour suprême des États-Unis, le gouvernement américain peut désormais reprendre l'expulsion des personnes migrantes vers des pays tiers dont elles n'ont pas la citoyenneté. Actuellement, ce type d'expulsions vers des pays africains ne représentent qu'environ 10 % du total des expulsions aux États-Unis, mais cette proportion pourrait augmenter à mesure que la seconde administration Trump continue de mettre l'accent sur la sécurité des frontières. Si des expulsions de ressortissants de pays tiers vers l'Eswatini, le Ghana, le Rwanda et le Soudan du Sud ont déjà eu lieu, ces accords sont de plus en plus critiqués à l'international. Human Rights Watch a même accusé tout pays africain soutenant ces accords de « violations du droit international, notamment l'interdiction du refoulement et de la détention arbitraire ». Néanmoins, l'administration Trump considère la sécurité aux frontières et ce type d'expulsions comme des enjeux majeurs et poursuivra probablement ses efforts de sensibilisation et de coopération avec les gouvernements africains disposés à accueillir des ressortissants de pays tiers.

La réduction de l'aide étrangère étatsunienne et l'expiration de l'AGOA, des changements notables dans la deuxième administration Trump

Sept pays africains recevaient plus d'un cinquième de leur aide totale au développement de l'USAID, ce qui signifie que son arrêt brutal pourrait entraîner des chocs économiques majeurs. Par exemple, la suppression de plus de 102 millions de dollars de financement de l'USAID au Libéria a entraîné une réduction d'environ 2,59 % du revenu national brut. Il est peu probable que la Maison-Blanche, qui a qualifié de gaspillage les financements précédents de l'USAID relance l'aide au développement en Afrique. Ces nations vont-elles s'effondrer faute de financements extérieurs ? Chercheront-elles à attirer d'autres donateurs ? Ou leurs gouvernements assumeront-ils une plus grande responsabilité dans la fourniture de services et d'infrastructures, auparavant financés par les contribuables américains ? Seul l'avenir nous le dira.

Un indicateur clé des tendances économiques entre les États-Unis et les pays africains est l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), qui a expiré fin septembre 2025. L'administration Trump a publiquement soutenu une prolongation d'un an de l'AGOA la veille de son expiration, mais le manque de plaidoyer en temps opportun et l'impasse politique intérieure ont finalement condamné le projet de loi.

L'AGOA a historiquement fourni un accès au marché en franchise de droits à certains pays africains pour encourager la croissance du commerce. Cependant, son utilité semblait désormais limitée face à la politique imprévisible des tarifs douaniers menée par la deuxième administration Trump. Actuellement, les futurs engagements économiques entre les États-Unis et l'Afrique devraient se concentrer davantage sur des accords bilatéraux ciblés, plutôt que sur des accords régionaux de grande envergure. Les volumes d'échanges commerciaux historiquement faibles entre les États-Unis et la plupart des pays africains vont perdurer, à l'exception peut-être des pays qui ont accès à des terres rares d'importance stratégique et qui sont disposés à négocier bilatéralement avec Washington. En effet, d'éminents groupes de réflexion américains appellent à une plus grande « diplomatie minérale » entre les États-Unis et les pays africains, et des accords sur les terres rares auraient été discutés lors des pourparlers de paix menés par les États-Unis entre la RDC et le Rwanda.

Les opérations militaires étatsuniennes en Afrique et l'accent sur le partage du fardeau

Sur le plan militaire, l'engagement militaire bilatéral et multilatéral des États-Unis sur le continent africain devrait se poursuivre conformément à la Stratégie de sécurité nationale (NSS) de novembre 2025. Celle-ci priorise la défense du territoire américain, la sécurité des frontières et le partage du fardeau. Parmi ces trois priorités, c'est ce dernier aspect qui a l'impact le plus clair sur les opérations du DOD en Afrique, en raison de son message implicite selon lequel l'armée américaine réduira ses opérations de renforcement des capacités et demandera à ses partenaires africains de prendre le relais. Les armées africaines qui peuvent

mettre en valeur leurs propres capacités, comme le Maroc, qui accueille l'exercice « African Lion », continueront probablement à bénéficier du soutien américain. En revanche, [les programmes qui soutiennent des missions auxiliaires, comme le maintien de la paix](#) et la professionnalisation militaire, devraient être réduits. Les forces militaires américaines sur le continent disposeront de ressources encore plus limitées et certains [experts craignent que d'autres pays, comme la Russie ou la RPC, n'interviennent](#) pour combler le manque. La réalité est cependant plus complexe. La guerre en cours en Ukraine continue d'accaparer une part majeure de l'attention et des ressources de l'armée russe, limitant son potentiel d'intervention en Afrique. Quant à la [RPC, bien qu'elle soit le principal membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU à soutenir les opérations de maintien de la paix en Afrique](#), son influence demeure essentiellement économique, et non militaire.

Même si la RPC dispose d'une base militaire à Djibouti, les observateurs occidentaux de la sécurité devraient se concentrer sur les tendances plus préoccupantes : [le recours croissant aux entreprises de sécurité chinoises](#), les infrastructures à double usage, telles que les [ports et les réseaux de télécommunications fabriqués par des entreprises chinoises](#), et, au niveau stratégique, les initiatives [comme le Forum Chine-Afrique sur la paix et la sécurité](#). Même si la présence militaire de longue date des États-Unis sur le continent se poursuit à travers des exercices multinationaux majeurs, comme [AFRICAN LION](#) et l'expansion du SPP, l'engagement militaire de la RPC va probablement se renforcer, même si seulement de manière progressive et officieuse.

*

* *

Le continent africain n'est probablement pas une région stratégiquement importante pour les États-Unis, comme en témoigne l'accent mis par la deuxième administration Trump sur des priorités plus urgentes. Toutefois, les décideurs et les dirigeants américains ignorent le continent à leurs risques et périls. [La population en âge de travailler en Afrique subsaharienne devrait dépasser celle des régions plus développées d'ici 2025](#). De plus, même dans les domaines traditionnellement occidentaux du *soft power* de l'art et de la culture, [la démocratisation de l'accès à la technologie et aux médias sociaux a considérablement influencé la portée des artistes africains](#) pour influencer les conversations sociales, culturelles et historiques mondiales par l'art et la musique.

L'administration Trump devrait par ailleurs continuer à rechercher des soutiens pour ses politiques agressives de sécurité aux frontières, notamment l'expulsion de ressortissants de pays tiers vers des pays africains, ce qui est préoccupant pour les militants des droits humains. Sur le plan économique, l'aide étrangère et l'AGOA sont caduques dans un avenir proche, mais les accords commerciaux bilatéraux et la « diplomatie minérale » pourraient offrir de nouvelles opportunités d'engagement. Toutefois, les décideurs politiques américains seraient particulièrement avisés de prendre note des pièges et de la littérature académique sur l'histoire de l'exploitation des ressources naturelles des pays africains par des puissances étrangères avant de rechercher des accords miniers élargis. Sur le plan militaire, les armées africaines capables de démontrer leur capacité et leur volonté de « partager le fardeau » avec l'armée américaine lors d'opérations conjointes bénéficieront probablement d'un soutien américain plus important que celles qui ne le peuvent pas. Une présence militaire américaine réduite pourrait encourager les pays africains à renforcer leurs capacités nationales, mais pourrait également les encourager à forger des relations de sécurité plus solides avec d'autres armées étrangères. Dans un monde de plus en plus multipolaire, même les grandes puissances comme les États-Unis et la RPC auront besoin d'alliés pour maintenir leur accès et leur influence sur la scène mondiale, et l'Afrique ne fait pas exception.

Crédit photo :

Les opinions exprimées dans cet article sont strictement celles de l'auteur et ne reflètent pas la position du département de la Défense ou du gouvernement des États-Unis.

● — ●● — — ● ●● — ● — ● ●●

Eric Hovey

Eric Hovey ([LinkedIn](#): [@Eric_Hovey](#)) est un officier du Corps des Marines actuellement stationné à Quantico, Virginie. Il est titulaire d'une maîtrise de la Naval Postgraduate School en études de sécurité régionale (avec distinction) et a publié des articles sur des sujets militaires dans la Marine Corps Gazette, le Proceedings, et le Journal of Advanced Military Studies.

Comment citer cette publication

Eric Hovey, « Évolutions de la politique américaine en Afrique : comment s'adapter à un paysage diplomatique, économique et militaire en mutation », *Le Rubicon*, vol. 6, 14 janvier 2026 [<https://lerubicon.org/evolutions-de-la-politique-americaine-en-afrique-comment-sadapter-a-un-paysage-diplomatique-economique-et-militaire-en-mutation/>].